

d'épargne, ce qui permettra d'avoir une plus grosse réserve où puiser pour financer les investissements privés. Le gouvernement a déjà épuisé les crédits provenant de l'épargne personnelle.

Le gouvernement n'a-t-il pas déjà gaspillé suffisamment de nos ressources futures en accumulant une dette de 151 milliards? A-t-il vraiment besoin de convoiter également nos pensions?

A en croire le gouvernement, nous restons maîtres de la situation. Nous sommes sur la voie de la reprise. On prévoit que les intérêts sur la dette risquent de passer de 18 milliards cette année à 24 milliards en 1988, soit une augmentation de 36 p. 100 en quatre ans, mais le gouvernement s'en occupe. Et la chute du dollar canadien, la montée lente mais sûre des taux d'intérêts, le taux de chômage et le taux d'inflation? Oui, le gouvernement s'en charge. Toutefois, je me demande comment le gouvernement se chargera de cette dette et des intérêts toujours croissants? D'après le plan financier figurant dans le budget, l'expansion de l'économie règlera ces problèmes. Les impôts prélevés directement des particuliers couvriront amplement cette majoration. Ils augmenteront de 53 p. 100 et passeront de 37 à 57 milliards d'ici 1988. Bien entendu, on peut se demander comment les contribuables trouveront ces 20 milliards de plus.

Les mêmes documents budgétaires affirment que le revenu disponible n'augmentera que de 2.7 p. 100 par an d'ici 1988. Même si ce chiffre est composé, il n'atteint pas 53 p. 100. Si le fisc l'accapare, qu'advient-il des dépenses à la consommation et du secteur manufacturier. L'inflation pourrait y suppléer mais on prévoit qu'elle ne subira qu'une modeste hausse d'ici 1988. Pour atteindre 53 p. 100, le taux d'inflation devra s'établir à nouveau à 12, 13 ou même 14 p. 100. Les 3.6 p. 100 des chômeurs qui sont censés trouver du travail d'ici 1988, puisqu'on estime que le taux de chômage sera ramené à 7.7 p. 100 d'ici 1988, seront peut-être en mesure de combler l'écart.

J'espère seulement que les électeurs canadiens se souviendront qu'on prévoit des impôts supplémentaires de 20 milliards de dollars en 1988, même si tous les candidats à la direction du parti libéral nous promettent un pays de Cocagne si nous votons pour eux. Toutefois, les députés de ce côté-ci de la Chambre connaissent les promesses libérales. Mes collègues ont pris connaissance de la liste des promesses faites depuis 16 ans par les ministres libéraux des Finances les uns après les autres. Voilà comment nous pouvons expliquer notre situation actuelle.

● (1240)

Si leur bilan avait été différent et si les conséquences des folles dépenses de M.M. Turner et Macdonald ainsi que de l'actuel ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien), de l'actuel vice-premier ministre (M. MacEachen) de même que de l'actuel ministre des Finances (M. Lalonde) ne nous crevaient pas les yeux à nous tous, je pourrais, pour ma part, accepter l'idée d'un fonds pour éventualités de 4 milliards de dollars. Si la gestion de l'économie canadienne des seize dernières années était le brillant exemple d'une direction réfléchie, judicieuse et responsable, on pourrait consentir à

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

donner au gouvernement une marge de sécurité de 4 milliards. Toutefois, il n'en est rien. Accorder au gouvernement 4 milliards supplémentaires, ou même les 25.5 milliards de dollars de besoins financiers prévus dans le budget, alors qu'il ne restera au pouvoir que pendant la moitié ou les deux tiers au plus de l'année budgétaire, c'est presque un acte de folie en soi.

Je ne suis pas économiste, monsieur le Président. Je n'ai pas la prétention d'en être une. Depuis que je suis arrivée à la Chambre, j'en ai suffisamment appris pour savoir que les ministres chargés de la gestion financière de notre pays n'en sont pas non plus. Malheureusement pour nous tous, ils ont des prétentions.

Le gouvernement va s'en tenir à sa vieille formule: l'assiette au beurre et le gaspillage, les folles dépenses et l'incurie. Il a besoin d'une caisse pour éventualités de 4 milliards de dollars pour soudoyer les électeurs et renflouer des entreprises comme Canadair, de Havilland et Postes Canada. Les ministériels se contentent peut-être de vivre au-dessus de leurs moyens dans l'espoir que quelqu'un ou quelque chose va les sortir d'affaire.

Nous sommes dans les années 1980, monsieur le Président, et nous devons nous tirer d'affaire sans compter sur notre alliance et nos étroites relations avec les Américains. C'est à nous de tirer profit de l'amère leçon que nous enseignent les folles dépenses et de mettre de l'ordre dans nos affaires, car personne ne le fera pour nous. Nous n'y arriverons pas en gonflant inutilement de 4 milliards un pouvoir d'emprunt déjà trop élevé. Dès que le gouvernement se rendra à cette évidence et commencera à se comporter en conséquence, nous pourrions peut-être parler de relance, mais pas avant.

**M. Blaine A. Thacker (Lethbridge-Foothills):** Monsieur le Président, le ministre d'État aux Finances (M. MacLaren) devrait se rendre compte que ce projet de loi ne va pas être adopté. Nous allons en discuter jusqu'à la fin des temps, car il est inacceptable. J'ai participé au débat chaque fois qu'un projet de loi sur le pouvoir d'emprunt a été déposé, et je continuerai jusqu'à ce que les citoyens ordinaires commencent à comprendre que le gouvernement les trompe.

Le montant de 29.55 milliards est scandaleux, et il n'est pas question de l'approuver. Cette somme est supérieure à l'impôt sur le revenu payé par l'ensemble des citoyens de notre pays en 1981. Elle correspond à une bande de billets de \$1 qui ferait plusieurs fois le tour de la terre. C'est comme dépouiller 29,000 millionnaires de tout, jusqu'à leur chemise. Cela ferait plus de 2,000 millionnaires par mois. Il en existe à peine 5,000 au Canada, et pourtant nous devrions en dépouiller 29,000.

En fait, cet argent sort des poches des citoyens ordinaires. Les Canadiens âgés acquittent la dette par l'inflation. Nos jeunes assument le fardeau de la dette. Il y a actuellement 10 personnes pour chaque offre d'emploi, alors qu'il y avait dix emplois pour chaque diplômé à l'époque où je suis sorti de l'université. Les jeunes, les hommes d'affaires et les agriculteurs portent ce fardeau. Il n'est pas question que ce projet de loi soit adopté. Le gouvernement devra imposer la clôture s'il veut faire avaler aux Canadiens cette pilule amère une nouvelle fois.